

Le budget—Le très hon. J. N. Turner

Avant de terminer, je voudrais rapporter à la Chambre certains propos. Selon Frank Garritty, de la Fédération canadienne des enseignants, le budget . . .

. . . va faire obstacle à une croissance économique soutenu et frapper particulièrement durement les salariés moyens . . .

Selon Marjorie Cohen, du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, le budget indique . . .

. . . que le gouvernement tient pour normal un niveau de chômage intolérablement élevé.

Jim McCambly, président de la Fédération canadienne du travail, a déclaré:

. . . les gens riches vont perdre une infime partie de leurs échappatoires fiscales, mais les prolétaires vont continuer de casquer.

Sally Hall, présidente de l'Association des consommateurs du Canada, a déclaré:

Le gouvernement fait tout le contraire de ce qu'il devrait faire pour encourager les consommateurs à dépenser de nouveau.

Patrick Johnston, de l'Organisation nationale anti-pauvreté, a dit:

Je ne suis pas convaincue que nous ne devrions pas faire face à des coupes sombres dans les programmes sociaux l'année prochaine, même si le budget actuel n'en prévoit pas.

Allan Sinclair, du Conseil de l'industrie forestière de Colombie-Britannique, a déclaré:

Pour notre secteur, le résultat net de ce budget est négatif.

Robert Nixon, le trésorier de l'Ontario, a dit:

La hausse des taxes à la consommation ne peut que nuire à la province.

Même la chambre de commerce—ne croiriez-vous pas que ces gars puissent donner une bonne note au gouvernement?

M. Marchi: Il n'a pas écrit de lettre.

M. Turner (Vancouver Quadra): Il n'a pas écrit de lettre, c'est certain. La chambre de commerce n'était pas très emballée. Voici ce qu'a dit son directeur, Tony Amery:

Il cherche une solution fiscale au lieu de chercher une solution au niveau des dépenses, et c'est ce qui nous préoccupe.

Je voudrais citer un autre passage:

Nous n'avons pas l'intention d'augmenter l'impôt sur le revenu . . . il faut réduire les dépenses du gouvernement.

Qui a dit cela, monsieur le Président? C'est le ministre des Finances.

M. Penner: C'est Mike.

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est le ministre des Finances qui a fait cette déclaration pendant la campagne électorale, le 28 août 1984, à 23 heures, à City-TV.

Je ferais mieux de citer le premier ministre. Il aurait l'impression d'être laissé de côté.

M. Gauthier: Il n'est jamais là de toute façon.

M. Turner (Vancouver Quadra): Quelqu'un le lui dira peut-être demain matin. Je tiens à rappeler par ailleurs à la

Chambre une promesse que le premier ministre a faite lorsqu'il était chef de l'opposition. Voici ce qu'il a dit dans un discours prononcé le 24 août 1984:

Nous procéderons à une réforme du régime d'impôt sur le revenu pour le rendre plus juste, plus progressif et plus productif . . . Notre objectif est une fiscalité juste.

Ils veulent rendre la fiscalité équitable. Quelle curieuse conception de l'équité! Les riches obtiennent une exemption sur les gains en capital. Les sociétés obtiennent un taux d'imposition réduit. C'est la famille canadienne moyenne la grande perdante. Le premier ministre, ses ministres et tous les députés d'en face sillonnent le pays pour faire entendre leur boniment. Nous devons faire nos recherches, n'est-ce pas? Nous devons nous en charger nous-mêmes, tandis qu'on leur a mâché la besogne. Leurs chefs de cabinet, ces commissaires que le premier ministre place dans le bureau de chaque ministre, soulignent les principaux passages pour que les ministres les voient bien. Il y a eu une très belle assemblée à Kitchener et une autre à Halifax, mais s'ils vont rencontrer l'homme de la rue, ils auront beau faire, mais ils ne réussiront pas à lui vendre leur camelote malgré tous leurs boniments.

Je vous remercie de votre indulgence, monsieur le Président, et je remercie les quelques représentants du ministère de leur attention. A mon avis, le gouvernement ne s'attaque pas sérieusement au déficit. S'il le faisait, il aurait une stratégie. La seule façon de résorber la dette de notre pays, c'est de prendre des mesures équitables. Il faut accroître les recettes de façon équitable. Il faut également réduire les dépenses de façon équitable étant donné que nous ne viendrons pas à bout de la dette à moins que tous les Canadiens, peu importe le milieu auquel il appartienne, la région où ils vivent, leur niveau de revenu ou leurs possibilités, ne soient convaincus que chacun fait sa part pour résorber le déficit et réduire les dépenses publiques. Si les contribuables estiment que les mesures prises sont inéquitables, et d'après les chiffres que j'ai présentés, elles le sont terriblement, ils opposeront une plus vive résistance. Certains journaux parlent de révolte des contribuables, mais il y aura certainement une résistance. L'économie parallèle se développera de plus en plus parce que ceux qui ne sont pas traités équitablement ne répondront pas aux exhortations du gouvernement.

● (1650)

Ce budget et le dernier iront à l'encontre de l'objectif visé en raison de leur injustice. Les gens ne coopéreront pas parce que le fardeau n'est pas réparti équitablement.

Une bonne gestion financière demande de la compréhension et si l'on veut contrôler les dépenses publiques, il faut être juste à toutes les étapes du processus.